

Service prévention des risques industriels, climat, air, énergie
5 place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STORENGY FRANCE

Combe Lezard
Site de stockage de Tersanne
26390 Tersanne

Références : PRICAE-P4S-25-153
Code AIOT : 0006102753

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement STORENGY FRANCE implanté Combe Lezard Site de stockage de Tersanne 26390 Tersanne. L'inspection a été annoncée le 12/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STORENGY FRANCE
- Combe Lezard Site de stockage de Tersanne 26390 Tersanne
- Code AIOT : 0006102753
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site de Tersanne est un établissement de stockage de gaz naturel classé Seveso seuil haut. Il fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 19 septembre 2011, complété par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
7	Détection et réparation des fuites	Règlement européen du 13/06/2024, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Déclaration des événements d'éventage et de torchage	Règlement européen du 13/06/2024, article 16	Demande d'action corrective	5 mois
10	Abandon cavité TE02	Lettre du 29/04/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Gestion dynamique des annulaires	Arrêté Préfectoral du 16/11/2009, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Surveillance et établissement de rapports	Règlement européen du 13/06/2024, article 12	Sans objet
6	Obligation générale	Règlement européen du 13/06/2024, article 13	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'atténuation		
9	Exigences applicables à l'efficacité du torchage	Règlement européen du 13/06/2024, article 17	Sans objet
11	Dérogation obligation d'échométrie TE01 et TE10	Arrêté Préfectoral du 21/09/2023, article 2	Sans objet
12	Projet FCAR	Lettre du 03/04/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a principalement porté sur le contrôle de l'application des exigences relatives à l'anticipation des situations accidentelles (plan d'action post-Lubrizol), des exigences récemment introduites par le règlement méthane et sur la vérification du respect des modalités d'exploitation pendant la période de dérogation à l'obligation de réaliser des échométries sur les cavités TE01 et TE10 (octroyée par APC du 21/09/2023).

L'inspection a également été l'occasion de faire le point sur plusieurs sujets d'actualité : avancement du protocole d'abandon de la cavité TE02, projet FCAR de remplacement du poste gaz carburant (ayant fait l'objet d'un dépôt de porter à connaissance), réflexions sur l'évolution de l'exploitation des puits à fuite active (avec gestion dynamique des annulaires), renforcement de la sécurité du site en situation « urgence attentat ». Ce dernier sujet ne fait pas l'objet d'un point de contrôle dans le présent rapport.

En ce qui concerne la préparation aux situations accidentelles, l'exploitant a correctement intégré les nouvelles exigences « Post-Lubrizol » relatives aux premiers prélèvements environnementaux et à l'identification des produits de décomposition. L'organisation avec le prestataire retenu pour la gestion des prélèvements en cas d'événement pourra être testée lors d'un prochain exercice de mise en situation d'urgence.

Sur le sujet du règlement méthane, l'exploitant a une bonne connaissance des nouvelles obligations applicables. Dans le cadre de sa participation depuis 2020 à l'OGMP 2.0 (Oil & Gas Methane Partnership), Storengy a anticipé l'entrée en vigueur du règlement méthane. Il doit mettre en œuvre l'organisation logistique et humaine pour respecter les exigences issues de ce texte, notamment en ce qui concerne la réparation des fuites identifiées lors des enquêtes dédiées (enquêtes LDAR).

Les cavités faisant l'objet d'une dérogation relative à l'obligation de réaliser des échométries sont exploitées conformément à l'arrêté préfectoral.

L'exploitant doit tenir l'inspection des installations classées informée des prochaines étapes relatives à l'expérimentation d'abandon de la cavité TE02, à la mise en service du nouveau poste gaz carburant, aux tests visant à faire évoluer la gestion dynamique des annulaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne (POI) comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 03/06/2025 une version mise à jour de son POI contenant une nouvelle section relative aux premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>Ce POI comporte en annexe 4 la liste des substances à rechercher dans l'air en cas d'incendie impliquant les substances inflammables présentes sur site, à savoir le gaz naturel, le méthanol et le TEG. Une erreur est identifiée : le tableau fourni correspond aux quantités présentes sur le site de Hauterives au lieu de Tersanne. Réciproquement, en annexe 4 du POI du site d'Hauterives figure le tableau relatif à Tersanne.</p> <p>En annexe 6 du document figure une liste plus complète de substances à rechercher dans l'air ambiant, sans que l'écart entre les deux versions soit expliqué. Dans la suite de l'annexe 6 figure une liste de paramètres à analyser dans les dépôts (lingettes), les sols, les végétaux et les eaux. Aucune explication littérale ne figure quant aux choix des substances à rechercher ni sur les matrices à investiguer.</p> <p>Interrogé sur le sujet, l'exploitant explique concernant les deux listes distinctes de substances à chercher dans l'air ambiant (respectivement en annexe 4 et 6), que la première liste (courte) est celle proposée spécifiquement pour le site de Tersanne, tandis que la liste plus longue de l'annexe 6 est une liste générique pour tous les sites Storengy.</p> <p>En ce qui concerne les matrices à investiguer, l'exploitant explique qu'en cas d'événement, le bureau d'études avec lequel il a contractualisé, Bureau Veritas, viendra mettre en place des préleveurs d'air ambiant en des points préalablement définis sur la base de la méthodologie proposée par le guide INERIS « stratégie de prélèvements ». Des prélèvements seront ensuite faits dans les autres matrices uniquement si la demande en est faite par l'exploitant ou l'administration, en fonction des caractéristiques de l'événement.</p> <p>Le contrat de base intègre l'astreinte Bureau Veritas 24h/24 avec l'organisation humaine et logistique associée et la réalisation des premiers prélèvements dans l'air selon le protocole d'intervention préalablement défini. Les autres prélèvements et analyses font l'objet d'une facturation spécifique.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit transmettre une version révisée de son POI avec un chapitre « Plan de prélèvements environnementaux » dans laquelle la stratégie de recherche de substances dans l'environnement suite à un événement accidentel sera expliquée de manière littéraire et précise. Le séquençage des recherches dans l'air puis dans les autres milieux doit être justifié. La coquille en annexe 4 (inversion avec Hauterives) sera corrigée. L'intérêt du tableau générique en annexe 6 pourra être ré-évalué. Par exemple, l'analyse du THT (tétrahydrothiophène) figure dans ce tableau alors que le site de Tersanne ne comporte pas d'atelier d'odorisation de gaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'annexe 6 du POI présente les méthodes proposées pour les prélèvements dans les différentes matrices (air : ambiant et dépôt, sol, végétaux, eaux), en fonction des substances considérées. Ces équipements sont mis à disposition par Bureau Veritas, avec lequel Storengy a contractualisé.</p> <p>Après l'inspection, l'exploitant a transmis une copie du contrat signé avec Bureau Veritas (daté du 05/09/2024) et présenté le jour de la visite, qui contient des sections relatives à la mise à</p>

disposition de matériels pour la réalisation des prélèvements.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Storengy délègue la réalisation des prélèvements au personnel Bureau Veritas (BV). Le contrat présenté le jour de l'inspection mentionne la mise à disposition de deux intervenants, dans un délai de 4 à 6 heures après le premier appel de Storengy. Le délai de 4 à 6 heures semble excessif, d'autant que le logigramme intégré au POI/plan de prélèvements environnementaux du site de Tersanne indique un délai de 4 heures. L'exploitant explique que la durée d'intervention donnée dans le contrat est un engagement national. Pour le site de Tersanne, étant donné l'implantation de l'agence Bureau Veritas locale, le délai de mobilisation maximum est de 4 heures. Cette précision relative aux adaptations locales aurait mérité de figurer dans le contrat cadre national liant Storengy et Bureau Veritas.</p> <p>En ce qui concerne les qualifications des intervenants et leurs compétences pour réaliser les prélèvements environnementaux : le contrat avec Bureau Veritas (BV) garantit des intervenants formés et expérimentés. L'ensemble des qualifications/habilitations métier et sécurité des intervenants est gérée et suivie dans un outil interne BV. Par ailleurs, les agences BV figurent dans l'AM du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires</p>

ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : En complément du contrat national prévoyant un délai d'intervention de 4 à 6h, l'exploitant transmet à l'inspection un courrier de Bureau Veritas confirmant son engagement à intervenir en moins de 4 heures sur le site de Tersanne (ou autre formalisme permettant de préciser que le contenu du Plan de Prélèvements Environnementaux spécifique au site prévaut sur la base fixée dans le contrat).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : L'étude de dangers du site a été révisée le 25/07/2025 (mise à jour pour intégrer le projet FCAR). Cette version comprend une section 10.5.2 « Produits de décomposition susceptibles d'être émis par un incendie ». Le rapport complet « Identification et hiérarchisation des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie sur le site de Tersanne » daté du 26/06/2025 a par ailleurs été transmis le 17/09/2025. Pour établir ce rapport, Storengy s'est appuyé sur le Guide Professionnel DT126 de France Chimie (juin 2023) qui décrit la démarche générale d'identification (identification des liquides/gaz inflammables susceptibles d'être à l'origine de scénarios d'incendie et identification des matériaux à risques particuliers, tels que amiante (joint, peinture) et plomb (peinture)). L'inspection remarque des écarts entre les produits de décomposition mentionnés dans le rapport « Identification et hiérarchisation des produits de décomposition » et l'EDD d'une part, et l'annexe 4 du POI d'autre part. L'exploitant doit expliquer pourquoi le SO2 n'a pas été repris en annexe 4. Par ailleurs, étant donné l'âge des installations du site de Tersanne, le plomb et l'amiante doivent être rajoutés dans la liste des produits à rechercher (comme cela est le cas pour le site d'Etrez).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant expliquera et corrigera les écarts constatés entre le plan de prélèvements

environnementaux, le rapport d'identification des produits de décomposition et les éléments indiqués dans l'étude de dangers (version juillet 2025).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Surveillance et établissement de rapports

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane
Prescription contrôlée : 1. Au plus tard le 5 août 2025, les exploitants soumettent aux autorités compétentes un rapport contenant la quantification des émissions de méthane au niveau de la source, estimées en utilisant au moins des facteurs d'émission génériques pour toutes les sources. Ce rapport peut contenir une quantification des émissions de méthane au niveau de la source conformément aux exigences énoncées au paragraphe 2 pour certaines ou toutes les sources
Constats : <p>L'exploitant a envoyé le 1er août 2025 le rapport de quantification des émissions de méthane demandé à l'article 12.1. à l'adresse générique methane@developpement-durable.gouv.fr</p> <p>Storengy a réalisé un rapport unique avec des données consolidées pour l'ensemble de ses 13 stockages souterrains (seul le stockage de Manosque, qui relève d'un GIE indépendant, n'est pas intégré).</p> <p>Dans l'attente de la parution des actes d'exécution du règlement méthane, Storengy utilise les modèles développés au sein de l'OGMP 2.0 (oil and gas methane partnership) auquel il participe depuis 2020. Ce programme des Nations Unies vise à définir des standards pour réduire les émissions de méthane.</p> <p>Le rapport transmis contient tous les informations exigées. A noter que tous les opérateurs membres de l'OGMP 2.0 se basent sur le même modèle pour leur déclaration. Les informations fournies dans le rapport sont des émissions réelles et donc plus précises que des émissions basées sur des facteurs d'émissions, dont l'utilisation est pourtant laissée possible par l'article 12.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligation générale d'atténuation

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane
Prescription contrôlée : Les exploitants prennent toutes les mesures d'atténuation appropriées pour prévenir et réduire au minimum les émissions de méthane dans le cadre de leurs activités
Constats : STORENGY veille à limiter autant que possible les émissions de méthane dans le cadre de ses

activités. Une justification est chaque fois apportée au préalable avant toute émission, dans le respect des restrictions prévues à l'article 15.

Storengy s'est engagé à réduire ses émissions de méthane de 40 % à l'horizon 2030 et -80 % à l'horizon 2045 par rapport à l'année 2021.

Storengy recherche des solutions techniques pour réaliser des opérations de maintenance nécessitant la vidange du gaz contenu dans les installations sans recourir au torchage (technologie gas booster basée sur la compression/réinjection du gaz dans les conduites, gas swap basé sur la poussée du front de gaz avec de l'azote...).

Storengy vise à acquérir plusieurs compresseurs (via une entité commune Storengy/Natran) de manière à devenir autonome pour la réalisation de ses opérations gas booster (équipements qui pourraient tourner de site en site). Les compresseurs taille XS permettra des gas booster dès 500 m³ de gaz.

Par ailleurs, Storengy cherche à mutualiser ses opérations de maintenance et retient désormais plutôt, lorsque cela est possible, la stratégie d'un grand arrêt permettant de recourir aux dispositifs visés ci-dessus, plutôt que de multiples petites opérations de maintenance successives entraînant une multiplication de petits torchages.

Les efforts pour limiter les purges (proposition de modification des puits à gestion dynamique, voir constat n°13) s'inscrit également dans cette optique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Détection et réparation des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane

Prescription contrôlée :

1. Au plus tard le 5 mai 2025 pour les sites existants et dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service pour les nouveaux sites, les exploitants soumettent aux autorités compétentes un programme de détection et de réparation des fuites (ci-après dénommé «programme LDAR»).

Le programme LDAR comprend une description détaillée des enquêtes et activités LDAR, assortie de calendriers spécifiques, à effectuer conformément au présent article, aux parties 1 et 2 de l'annexe I, et aux normes et aux prescriptions techniques pertinentes, selon le cas, établies en vertu de l'article 32. Si des modifications sont apportées au programme LDAR, les exploitants soumettent un programme LDAR actualisé aux autorités compétentes dans les plus brefs délais. Jusqu'à la date d'application des normes ou des prescriptions techniques établies en vertu de l'article 32, les exploitants suivent les pratiques les plus récentes du secteur et utilisent les meilleures technologies qui sont disponibles sur le marché pour réaliser les enquêtes LDAR. Les exploitants fournissent aux autorités compétentes et aux vérificateurs des informations sur les normes, y compris les normes internationales, ou les méthodes utilisées. Les autorités compétentes peuvent exiger de l'exploitant qu'il modifie le programme LDAR en tenant compte des exigences du présent règlement.

Constats :

Dans le cadre de sa participation à l'OGMP ciblant les fuites > 10 ppm. Conformément à l'article 14.2, cette enquête peut être considérée comme la première enquête LDAR de type 2. L'exploitant est donc en règle par rapport aux exigences.

Le plan d'action défini suite à l'enquête initiale de 2022 est en cours de mise en application par

l'exploitant.

Les enquêtes doivent à la fois porter sur les équipements aériens et sur les équipements souterrains (les fuites sur des équipements en sous-sol qui engendrent un relargage de méthane par le sol sont mesurées à l'aide d'un « sniffer »).

Selon le planning présenté par l'exploitant, une enquête LDAR de type 2 est en cours (août-octobre 2025) pour les parties aériennes et souterraines. La première enquête LDAR de type 1 est prévue entre février et avril 2026 (parties aériennes).

En se référant à l'annexe I, l'exploitant retient pour les parties aériennes (lignes « stockage souterrain» du tableau par composant) les fréquences suivantes : enquêtes de type LDAR type 1 tous les 4 mois et enquêtes LDAR de type 2 tous les 8 mois. Mais pour les équipements souterrains, en acier protégé, l'exploitant utilise les fréquences figurant dans le tableau "matériaux" de l'annexe I : 15 mois pour les enquêtes LDAR de type 1 et 30 mois pour les enquêtes de type 2.

L'exploitant présente un outil de suivi des fuites au format excel qui permet de recenser les fuites identifiées et les suites à donner. Conformément à l'article 14.8, les fuites à réparer sont celles > 500 ppm pour les suites des enquêtes LDAR de type 2 et les fuites > 7000 ppm pour les suites des enquêtes LDAR de type 1. Chaque fuite est identifiée sur le terrain par une étiquette. Ces étiquettes ont pu être observées lors de la visite de terrain.

L'exploitant informe l'inspection de difficultés dans le respect des délais de réparation imposés par l'article 14.9.

9. La réparation ou le remplacement des composants visés au paragraphe 8 a lieu immédiatement après la détection. Si la réparation ne peut être effectuée immédiatement après la détection, elle fait l'objet

d'une nouvelle tentative dès que possible et au plus tard cinq jours après la détection, et est achevée dans les 30 jours suivant la détection.

En effet, les réparations imposent la réalisation préalable de mises en sécurité, mises à l'évent... qui ne sont pas compatibles avec les délais exigés. Dans certains cas, il pourra être pertinent d'attendre un grand arrêt.

A ce sujet, l'article 14.10 prévoit :

10. Lorsque l'une ou plusieurs des conditions énoncées au paragraphe 9, sixième alinéa, points a) à e), s'appliquent et qu'un arrêt est nécessaire pour que la réparation ou le remplacement puisse être entrepris, les exploitants réduisent au minimum la fuite dans un délai de 24 heures à compter de la détection de cette dernière et réparent la fuite avant la fin de la prochaine mise à l'arrêt programmée ou dans un délai d'un an, la première des deux dates étant retenue, sauf si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une réparation effectuée plus tôt conduise à une situation dans laquelle la quantité de méthane mis à l'évent au cours des opérations de réparation serait très probablement nettement supérieure à celle qui serait rejetée en l'absence de réparation, ou si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'une réparation effectuée plus tôt conduise à des problèmes de sécurité d'approvisionnement dans les petits réseaux connectés au sens de la directive (UE) 2019/944.

Toute décision de retarder la réparation en raison de considérations administratives, techniques et de sécurité est soumise à l'approbation des autorités compétentes et est incluse dans les calendriers

de réparation et de surveillance. Les autorités compétentes peuvent exiger de l'exploitant concerné qu'il modifie les calendriers de réparation et de surveillance en tenant compte des exigences du présent règlement.

Les nuances apportées par l'article 14.10 restent toutefois insuffisantes selon l'exploitant. Ces difficultés sont partagées avec tous les membres de l'OGMP 2.0 selon Storengy. Une demande d'adaptation des délais va être formulée officiellement.

Storengy a classé les réparations à réaliser en plusieurs catégories :

- les interventions simples correspondant à des réparations pouvant être faites sans indisponibilité, sans éventage, sans impact sur la production ou la sécurité
- les interventions complexes qui nécessitent des changements de pièce comme des vannes, avec des délais d'approvisionnement pouvant atteindre une année.

A ce jour, l'exploitant n'a réalisé qu'une partie des réparations nécessaires : 17 % des 626 fuites recensées. Il s'agissait de réparations simples (par exemple, intervention sur des raccords fuyards). Ce type d'intervention pourra être traité plus rapidement à partir de janvier 2026 avec l'embauche d'un opérateur dédié à cette mission. Il sera également en charge de la programmation des opérations complexes et du reporting.

Pour les interventions complexes, l'exploitant a réalisé une programmation à horizon 2026-2029. Les budgets prévisionnels associés sont de l'ordre de 750 k€ pour les années 2026 et 2027 pour les deux sites de Tersanne et Hauterives.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra une note expliquant sa stratégie de détection et de planification de réparation des fuites, de manière à se rapprocher au plus vite des exigences du règlement méthane. Il justifiera le recours à l'approche par matériaux pour les composants souterrains (cf tableaux en annexe I). Le recours à l'approche par composant (stockage souterrain) conduirait à des fréquences d'enquête plus contraignantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Déclaration des événements d'éventage et de torchage

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 16

Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane

Prescription contrôlée :

1. Les exploitants notifient aux autorités compétentes les événements d'éventage et de torchage:
 - a) causés par une urgence ou un dysfonctionnement; ou
 - b) d'une durée totale de 8 heures ou plus sur une période de 24 heures à partir d'un événement unique.

La notification visée au premier alinéa est effectuée sans tarder après l'événement et, au plus tard, dans les 48 heures à compter du début de l'événement ou du moment où l'exploitant en a eu connaissance, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III.

Par dérogation au premier alinéa, le torchage contrôlé ayant lieu pendant les arrêts est déclaré dans le rapport annuel. 2. Les exploitants soumettent aux autorités compétentes des rapports annuels sur tous les événements d'éventage et de torchage visés au paragraphe 1 du présent article et à l'article 15, conformément aux éléments énoncés à l'annexe III et dans le cadre du rapport pertinent visé à l'article 12.

Constats :

De manière coutumière, Storengy a déjà pour démarche d'informer la DREAL (par mail) de tout événement d'éventage et de torchage causés par une urgence ou un dysfonctionnement.

Toutes les autres émissions maîtrisées et sous contrôle de l'exploitant (c'est-à-dire avec rattrapage de la dérive grâce au fonctionnement normal des chaînes de sécurité) sont justifiées en référence à l'article 15 et leurs détails sont tenus à disposition de l'inspection. Une revue trimestrielle est effectuée à ce sujet.

Enfin, toutes ces émissions sont déclarées dans le rapport d'activité annuel transmis à l'inspection et sur GEREP.

L'exploitant présente à l'inspection un tableau de suivi des événements d'éventage et de torchage. Ce tableau comprend l'ensemble des informations requises à l'annexe III du règlement méthane, à l'exception des renseignements sur les « mesures correctives prises » pour les événements de type « urgence/dysfonctionnement ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera son tableau de suivi des événements d'éventage et de torchage de manière à se conformer aux exigences de l'annexe III du règlement méthane. Il en transmettra une copie à date à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 9 : Exigences applicables à l'efficacité du torchage

Référence réglementaire : Règlement européen du 13/06/2024, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Règlement méthane

Prescription contrôlée :

1. Lorsqu'un site est construit, remplacé ou rénové en tout ou en partie, ou lorsque de nouvelles torchères ou d'autres dispositifs de combustion sont installés, les exploitants n'installent que des torchères ou des dispositifs de combustion équipés d'un dispositif d'allumage automatique ou d'un brûleur pilote fonctionnant en continu et dont le niveau d'efficacité de destruction et d'élimination dès la conception est d'au moins 99 %.

2. Les exploitants veillent à ce que toutes les torchères ou autres dispositifs de combustion soient conformes aux exigences du paragraphe 1 au plus tard le 5 février 2026.

Constats :

<p>Le site de Tersanne comporte 12 brûleurs de régénération (il s'agit d'équipements d'origine datant des années 1970 et 1980). Le rapport de mesure des rejets atmosphériques délivré par l'APAVE, daté d'octobre 2024, indique un rendement de conversion supérieur à 95 % pour l'ensemble de ces brûleurs.</p> <p>Il n'y a pas eu d'acquisition ou construction de nouvelle torchère ces dernières années.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Abandon cavité TE02

<p>Référence réglementaire : Lettre du 29/04/2022</p>
<p>Thème(s) : Autre, Expérimentation abandon cavité TE02</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Courrier réf. PRICAE-22-4S-60 du 29 avril 2022 : "la DREAL a pris acte de la conclusion de la tierce-expertise, validant le protocole expérimental relatif à la phase de recherche de la pression d'équilibre de la cavité. Ce protocole prévoit un gradient de pression maximal de 2,2. Cette conclusion favorable s'accompagne de 7 recommandations.</p> <p>Je souhaite qu'un point annuel d'avancement puisse être organisé chaque année afin de suivre les éventuelles évolutions du protocole et contrôler l'exécution des recommandations"</p>
<p>Constats :</p> <p>La cavité TE02 a été retirée d'exploitation et remise en eau en 2005, avec le projet de servir de support pour réaliser une expérience pilote d'abandon de cavité profonde. Sa Pression Maximale au Sabot (PMS) est de 220 bar. En 2022, suite à l'avis d'un tiers expert, la DREAL a validé le protocole d'essais relatif à la phase de recherche de la pression d'équilibre de la cavité. Ce protocole prévoit un gradient de pression maximal de 2,2 soit une PMS de 301 bar.</p> <p>Le calendrier prévisionnel du programme était le suivant : « Le calendrier prévisionnel annoncé réserve les années 2022 et 2023 aux études d'ingénierie et à la programmation budgétaire, la fin de l'année 2023 et l'année 2024 à la phase de chantier (nécessité d'un work-over pour ajouter un tube central dans la complétion et pouvoir faire des tests d'étanchéité avec une double colonne : une en fioul et une en saumure) et les années 2025 et 2026 à la réalisation des essais proprement-dits. »</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté l'état des lieux du projet. Ce dernier a subi des retards, en raison notamment d'une absence de validation de son budget par la CRE. Un nouveau budget réduit, suite à des optimisations techniques, lui a été présenté en 2025. L'exploitant est en attente de son retour d'ici fin 2025, puis d'une validation interne Storengy, pour pouvoir démarrer les travaux. Si le nouveau budget est accepté, le work-over et les travaux de surface pourraient avoir lieu fin 2026 et les essais en 2027/2028.</p> <p>Dans l'attente, la cavité est maintenue en observation en saumure et les pressions de fond sont enregistrées en continu. Des purges de saumure doivent être réalisées régulièrement pour ne pas atteindre la pression limite autorisée. La dernière purge a eu lieu en mars 2025 ; la prochaine est prévue fin 2026/début 2027.</p> <p>Lors de la purge de mars 2025, l'exploitant a rencontré un aléa lié à un phénomène de cristallisation de la saumure lors de sa remontée à température ambiante. Il a fallu injecter de l'eau pour la re-diluer.</p> <p>Interrogé sur le sujet, l'exploitant indique qu'il dispose d'un compte-rendu d'opération mais pas</p>

d'une procédure globale relative aux purges de saumure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant informera l'inspection de la décision de la CRE concernant le projet d'abandon de TE02. Il rédigera une procédure relative aux purges de saumure de manière à consolider les connaissances techniques sur ce type de procédé. Le risque de cristallisation et les mesures préventives associées pourront utilement y figurer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Dérogation obligation d'échométrie TE01 et TE10

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/09/2023, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions d'exploitation durant la phase d'aménagement des prescriptions
Prescription contrôlée : Durant toute la période d'aménagement des prescriptions, les conditions d'exploitation restent identiques à celles fixées dans les arrêtés en vigueur applicables au site, notamment l'arrêté ministériel de 1980 relatif à la cavité TE01 et l'arrêté ministériel de 1983 relatif à la cavité TE10, ainsi que l'arrêté préfectoral du 16 mars 1988.
Constats : L'inspection constate à la lecture des rapports annuels et mensuels présentés par l'exploitant que les cavités TE01 et TE10 sont constamment restées dans le domaine de pression autorisé par l'arrêté préfectoral encadrant le fonctionnement du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Projet FCAR

Référence réglementaire : Lettre du 03/04/2025
Thème(s) : Risques accidentels, Nouveau poste gaz carburant
Prescription contrôlée : Après instruction par mon service, je confirme que votre projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale et ne serait pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs. La prise en compte des nouvelles installations sera formalisée dans le cadre d'une prochaine modification de l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2013 encadrant l'exploitation du stockage souterrain. Par conséquent, je vous informe que votre dossier n'appelle pas de commentaire de l'Inspection des installations classées. Je vous remercie de me faire part, dans les plus brefs délais, des éventuels aléas que vous rencontreriez dans le cadre des travaux d'installation du nouveau poste, au cours des tests de

<p>fonctionnement, puis après sa mise en service.</p> <p>Concernant la mise à l'arrêt du poste de détente existant, vous veillerez à me transmettre un dossier de porter à connaissance avant de procéder à son démantèlement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant détaille à l'inspection des aléas rencontrés dans le cadre de ce projet (qui avaient déjà en partie fait l'objet de communications écrites à l'inspection), notamment en raison de difficultés avec l'entreprise en charge du génie civil et avec l'entreprise fournisseur du skid gaz carburant (non-conformité DESP* sur les équipements livrés).[*DESP: directive des équipements sous pression]</p> <p>Le planning est en conséquence décalé avec une MSI (mise en service industrielle) désormais prévue mi-octobre 2025. L'ancien skid reste en place et mobilisable pour la campagne de soutirage 2025-2026 (qui démarre en novembre 2025), si le nouveau skid n'était pas opérationnel à temps.</p> <p>Le chantier FCAR a été vu lors de la visite sur le terrain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant tiendra l'inspection informée de la fin de chantier, de la date des essais et de la mise en service du nouveau poste gaz carburant.</p> <p>A l'issue de la campagne de soutirage 2025-2026, si les nouveaux équipements ont pu être mis en œuvre et ont donné satisfaction, il transmettra son dossier de porter à connaissance relatif à la mise à l'arrêt de l'ancien poste gaz carburant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Gestion dynamique des annulaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2009, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Evolution gestion dynamique des annulaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les puits du stockage de Tersanne sont classés en 2 catégories :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Puits normal ou puits dont la pression annulaire est stable et < 60 bars mais non nulle (fuite non active) 2. Puits à fuite active, dont la pression annulaire varie, même si le puits est au repos, et passe au-dessus de 60 bars. <p>Les puits de la catégorie 2 font l'objet d'une gestion dynamique de l'annulaire comme définie dans les articles suivants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une réunion avec l'inspection le 8 décembre 2023, l'exploitant avait présenté une proposition d'évolution de ses pratiques en matière de gestion des annulaires pour les puits à fuite active. Le site de Tersanne, le plus ancien site salin du groupe Storengy et dont les équipements sont vieillissants, est particulièrement concerné par cette problématique.</p> <p>L'exploitant avait proposé de passer d'une gestion par la pression annulaire maximum à une</p>

gestion par la Pression Opérationnelle Maximale Admissible (POMA), correspondant à la pression la plus élevée susceptible d'être contenue dans l'annulaire en toute sécurité. Cette POMA doit être définie à la suite de tests en pression pour valider l'étanchéité des casings. Il avait par ailleurs proposé de passer d'une gestion des tunnels de pression sur la base des pressions de tête à une gestion sur la base des pressions de fonds. L'un des objectifs de ces évolutions était d'assouplir les contraintes en termes de gestion de la pression et de permettre de réduire le nombre de purges nécessaires au maintien dans la zone de pression autorisée. Ces purges sont chronophages, émettrices de méthane et peuvent fragiliser les équipements.

L'exploitant devait présenter à l'inspection un porter à connaissance pour exposer sa proposition de modification des modalités de gestion des annulaires. L'inspection avait par ailleurs demandé à ce qu'un comparatif soit réalisé pendant une campagne de soutirage entre gestion par pression de tête/gestion par pression de fonds en ce qui concerne le nombre de purges à réaliser pour rester dans les domaines autorisés.

Interrogé sur le sujet, l'exploitant indique que les travaux n'ont pas avancé aussi rapidement que prévu. L'exploitant ne s'est en effet pas positionné sur le passage à une gestion par les POMA. Par ailleurs, le comparatif pression de tête/pression de fonds n'a pas été effectué au cours des campagnes de soutirage des années passées.

L'exploitant indique que cette comparaison sera effectuée sur la cavité TE12 au cours de la campagne de soutirage de l'hiver entre novembre 2025 et mars 2026. L'inspection demande s'il aurait été possible d'exploiter les données de suivi des campagnes de soutirage des années passées pour réaliser les comparaisons sur des données plus importantes. En effet, la pression de fonds est calculée à partir de la pression de tête et il semblerait possible d'exploiter les données a posteriori.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

A l'issue de la prochaine campagne de soutirage, l'exploitant transmettra une note comprenant les résultats de la comparaison entre pression de tête et pression de fonds, en termes de nombre de purges, ainsi qu'un bilan inconvénients/avantages de la gestion par pression de fond. Il s'interrogera sur la possibilité d'exploiter les données des campagnes passées et transmettra également les résultats de cette exploitation le cas échéant.

L'exploitant fera le point sur les pratiques des autres sites salins du groupe, en particulier le stockage de Manosque (qui a récemment bénéficié d'un APC intégrant la notion de POMA), et informera l'inspection de ses conclusions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois